



VILLE DE  
**SAINT-JOSEPH**

Direction de l'Agriculture, de  
l'Artisanat et du Commerce  
*Le Maire de la Commune de Saint-Joseph,*

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2213-6,

VU le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2122-1 à L. 2122-3 et L. 2125-1 à L. 2125-6 ;

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code Pénal,

VU l'arrêté n°114/2014 du 7 mai 2014 portant délégation de fonction à Monsieur Mohamed DJAFFAR M'ZE, conseiller municipal, pour signer tout document relatif à l'occupation du domaine public,

VU la délibération N° 20181213\_26 du 13 décembre 2018 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine public pour l'année 2019,

VU la demande en date du 03 juin 2019 par laquelle la société RAVATE DISTRIBUTION ayant son siège social au 131 rue Maréchal Leclerc\_97400 Saint-Denis demande l'autorisation d'occuper temporairement le domaine public communal dans le cadre de : chargement et déchargement des marchandises destinées à l'approvisionnement des commerces et industries au droit de 2 emplacements de stationnement affectés aux véhicules de livraison situées sur la parcelle BO 314 (sis à l'angle des rue Raphaël Babet et Amiral Lacaze jouxtant la parcelle BO 34 (sis au 100 rue Raphael Babet),

**CONSIDERANT** qu'il appartient à l'autorité municipale d'autoriser les occupations du domaine public communal et de les réglementer, dans l'intérêt de la commodité, de la sécurité de la circulation des piétons et des différents usagers du domaine public,

**ARRETE**

**I - TITULAIRE DE L'AUTORISATION D'OCCUPATION**

**Article 1<sup>er</sup>** - **Établissement** : La société RAVATE DISTRIBUTION  
**Siège** : 131 rue Maréchal Leclerc\_97400 Saint-Denis  
**Numéro d'inscription RC** :401 506 571  
Est autorisé(e) à occuper temporairement le domaine public communal dans le cadre suivant et conformément aux dispositions ci-après.

**II – EMPLACEMENT**

**Article 2** – Les emplacements accordés dans le cadre de la présente autorisation sont définis comme suit :

**Objet de l'occupation** : Emplacements de stationnement affectés aux véhicules de livraison (2 places de parking)

Situation de l'emplacement : 2 places de parking situées  
l'angle des rue Raphaël Babet et Amiral Lacaze jouxtant la  
Raphael Babet)

Envoyé en préfecture le 27/06/2019  
sur la parcelle BO 34 (sis à  
Recu en préfecture le 27/06/2019  
parcelle BO 34 (sis au  
Affiché le  
ID : 974-219740123-20190626-AR2019\_255-AR

**Détail de l'occupation :**

- longueur : 10 ml
- largeur : 5 ml
- surface : 50m<sup>2</sup>

**Signalisation :**

La signalisation réglementaire suivante est mise en place et entretenue par les services techniques municipaux :

- marquage au sol de couleur jaune d'une surface de 50 m<sup>2</sup>.
- signalisation verticale composée d'un panneau de stationnement de type B6d et d'un panneau de type M9 « sauf livraison »

---

**III - REDEVANCE D'OCCUPATION**

**Article 3.** -

Conformément à la délibération N° 20181213\_26 du conseil municipal du 13 décembre 2018 portant fixation annuelle des tarifs d'occupation du domaine public sur le territoire de la commune, l'occupation du domaine public donnera lieu au paiement d'une redevance, soit :

**Objet de l'occupation :** Emplacements de stationnement affectés aux véhicules de livraison (2 places de parking)

**Tarif de l'occupation :** 500€ / emplacement / an pour les emplacements réservés à la livraison

**Surface de l'occupation :** 2 emplacements de stationnement soit 50m<sup>2</sup>

**Durée de l'occupation :** Du mardi 1<sup>er</sup> janvier 2019 au mardi 31 décembre 2019 inclus, soit 1an.

**Calcul du montant total de l'occupation :**

Tarif de l'occupation X nombre d'emplacement :  
**500 x 2 = 1 000 €.**

Le montant total dû pour l'occupation pour la période visée de la présente autorisation est de 1 000 €. Un titre de recette pour le règlement de cette somme sera émis à l'encontre de la société RAVATE DISTRIBUTION à compter de la notification du présent arrêté.

**IV - CONDITIONS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL**

**Article 4.** -

Le titre conféré au titulaire n'est valable que pour l'occupation des emplacements liés au stationnement des véhicules de livraison.

La libre circulation et les accès des véhicules, notamment de secours, doivent être assurés en permanence.

Toute entrave à la libre circulation des personnes, par la pose d'obstacles ou l'occupation des passages piétons, sera sanctionnée par la suspension de l'autorisation.

**Article 5.** -

L'occupation ne doit pas donner lieu à modification du domaine public.

Aucune modification des installations ne sera apportée sans accord préalable des services concernés.

**Article 6.** -

Le parfait état de propreté des aménagements et de ses abords sera assuré par le titulaire de l'autorisation.

**Article 7. -** Les voies de circulation et les passages resteront libres de toute occupation pour faciliter l'accès des véhicules de secours.

Toute obstruction de la voie publique et de ses dépendances par le titulaire fera l'objet d'un avertissement préalable qui sera suivi de l'enlèvement du matériel en cas de non-exécution à la première injonction.

D'une manière générale, toutes dispositions devront être prises par l'occupant afin d'assurer la sécurité du public.

Envoyé en préfecture le 27/06/2019  
Reçu en préfecture le 27/06/2019  
Affiché le  
ID : 974-219740123-20190626-AR2019\_255-AR

**Article 8. -** L'occupant du domaine public assume l'entière responsabilité des faits pouvant lui être imputables.

L'occupant s'engage à souscrire une assurance garantissant sa responsabilité pour toutes les conséquences dommageables résultant de son comportement fautif, de son activité régulière ou de sa présence sur le domaine public.

En aucun cas, la responsabilité de la ville de Saint-Joseph ne pourra se substituer à celle de l'occupant.

**Article 9. -** La publicité, sur les supports les plus divers, devra être conforme aux prescriptions résultant de la réglementation des enseignes et pré-enseignes sur le territoire de la Commune de Saint-Joseph.

Toute installation de panneaux publicitaires devra préalablement avoir reçu l'agrément des services concernés de la Ville de Saint-Joseph.

Cette publicité sera limitée à la promotion de l'activité de l'occupant et ne devra, en aucune sorte, porter atteinte au bon ordre et aux bonnes mœurs.

**Article 10. -** Les droits des tiers, notamment les prérogatives de gestionnaire du domaine public communal de la Ville de Saint-Joseph, restent et demeurent expressément réservés.

## V - CARACTÈRE DE L'AUTORISATION D'OCCUPATION

**Article 11. -** Les autorisations sont accordées à titre précaire et révocable.

Elles peuvent être retirées sans donner droit à aucune indemnité au profit de l'occupant, si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige, ou si l'occupant ne se conforme pas aux conditions qui lui auront été imposées, ou pour tous travaux que la Ville ou un service public serait susceptible d'engager.

**Article 12. -** La présente autorisation est personnelle et conférée *intuitu personae* à son titulaire qui s'engage à respecter les prescriptions qui lui sont notifiées.

Le titulaire ne peut en aucun cas sous-louer la surface qui lui est accordée, en totalité ou en partie. Il ne peut davantage la faire occuper par un tiers.

Il ne peut la transmettre, ni la céder à qui que ce soit sous peine de nullité de l'acte organisant ce transfert.

**Article 13. -** En cas de cessation ou de changement d'activité, l'autorisation sera annulée. Le pétitionnaire sera tenu d'enlever à ses frais et sans indemnité l'ensemble de ses installations.

## VI - NON RESPECT DES CONDITIONS D'OCCUPATION

**Article 14. -** Toute occupation supérieure à l'emplacement autorisé ou tout dépassement de période expose son auteur à être poursuivi pour infraction, sans préjudice de la perception des droits fraudés.

**Article 15. -** Le comportement fautif, l'occupation préjudiciable à l'ordre public ou dangereuse pour la sécurité des piétons constituent des motifs de suppression de l'autorisation qui ne donne pas droit à versement à indemnité au profit de son ancien bénéficiaire.

**Article 16. -** Faute par le titulaire de l'autorisation, de satisfaire aux obligations susvisées, il sera procédé d'office et à ses frais à l'enlèvement de ses installations.

## VII - DÉLAI / DURÉE DE L'AUTORISATION D'OCCUPATION

Envoyé en préfecture le 27/06/2019  
Reçu en préfecture le 27/06/2019  
Affiché le 26/06/2019 au mardi 31 décembre  
ID : 974-219740123-20190626-AR2019\_255-AR

### Article 17.-

L'autorisation est conférée pour la période du mardi 1<sup>er</sup> janvier 2019 inclus, soit 1an.

L'expiration de la durée ne confère aucun droit à renouvellement au profit de son titulaire

## VIII - REPRÉSENTATION GRAPHIQUE DE L'OCCUPATION

### Article 18.-

Le plan joint à l'arrêté municipal représente l'emplacement sur lequel l'autorisation d'occupation est consentie.

L'autorisation accordée est subordonnée au respect le plus strict des limites qui figurent sur ces documents.

**Le non respect de ces dispositions constitue un motif de suppression de l'autorisation tel que prévu à l'article 15 du présent arrêté.**

## IX - DISPOSITIONS FINALES

### Article 19.-

Tout contrevenant au présent arrêté sera poursuivi conformément aux lois et règlements en vigueur.

### Article 20.-

Le présent arrêté sera transcrit au registre de la Mairie, transmis au représentant de l'État de l'arrondissement en vue du contrôle de la légalité et publié au lieu habituel de l'affichage.

### Article 21.-

Le Directeur Général des Services, le Commandant de la brigade de gendarmerie et les agents de police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

Fait à Saint-Joseph, le 26 JUIL 2019

Le Maire

L'élu(e) délégué(e)



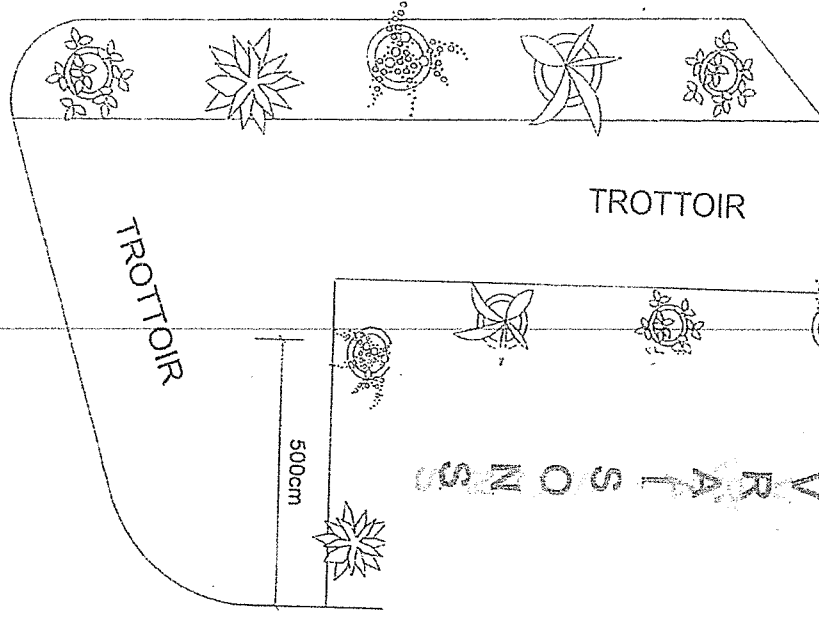
*[Signature]*

Mohamed DJAFFAR M'ZE

RAR 2C07450858304  
9108119

RUE RAPHAEL BARRETT

Envoyé en préfecture le 27/06/2019  
Reçu en préfecture le 27/06/2019  
Affiché le SLD  
ID : 974-219740123-20190626-AR2019\_255-AR



RUE AMIRAL LACAZE

